

En lisant la décision, répondez aux questions suivantes :

1- résumez les faits pertinents?

Mr et Mme étaient conjoints de fait pendant 8 ans lorsqu'ils eurent enfant 1 et enfant 2. Lorsque l'enfant 2 fût âgé de 8 ans, le père apprit d'un tiers qu'il n'était pas le père biologique de l'enfant 2. Avant cette découverte, Mr se comportait comme un père et assumait son rôle de père pendant les 8 années de vie de l'enfant.

Le nom du demandeur apparaît à l'acte de naissance des deux enfants. Lors de la rupture, une convention intérimaire relative à une garde partagée, aux droits d'accès et à une pension alimentaire payable par le demandeur à l'intention des deux enfants. Lorsqu'il apprit qu'il n'était pas le père biologique de l'enfant, il affirme avoir, dès lors, cessé de voir l'enfant et avoir entrepris les procédures sous étude à ce moment précis.

Mr demande de désaveu de la paternité

2- quelle était la question juridique à résoudre?

Est-ce que la preuve biologique justifie d'enlever le lien de paternité.

3- quelles sont les dispositions du *Code civil du Québec* applicables?

Si le nom du père est inscrit sur l'acte de naissance et qu'il y a possession d'État, on ne peut pas changer le lien de paternité.

1. L'acte de naissance (523 al. 1 C.c.Q.) 2. La possession d'état (523 al. 2 et 524 C.c.Q.) 3. La présomption de paternité du mari (525 C.c.Q.) 4. La reconnaissance volontaire (527 à 529 C.c.Q.)

4- qu'est-ce que la « possession d'état »?

La possession d'état est la manière dont le père se comporte avec l'enfant. Donc il se comporte aux yeux de tous comme le père de l'enfant.

5- comment le juge procède-t-il pour répondre à la question 4?

Il cite la doctrine et la jurisprudence pour déterminer le délai afin d'établir qu'il y a eu possession d'État pendant assez de temps pour remplir la condition. Il détermine que le père s'est comporté comme un père pendant 5 ans donc le délai est rempli (assez long) pour que le père soit considéré comme un père, alors il conclut possession d'état. Déclare que 5 ans serait le délai minimum pour déclarer possession d'état.

6- quelle conclusion le juge tire-t-il après avoir analysé les faits et le droit applicable

Il conclut que puisque le nom du père est sur l'acte de naissance et qu'il y a possession d'état, alors l'acte de naissance est conforme à la possession d'état alors il ne peut pas contester la paternité. Il mentionne que le père a un délai d'un an à compter du jour où la présomption de paternité prend effet, à moins qu'il n'ait pas eu connaissance de la naissance, ce qui n'est pas le présent cas.